La présence russe en Afghanistan

Description

En dépit du retrait de l'Armée rouge en 1989, l'URSS, puis la Fédération de Russie, n'ont cessé de jouer un rôle important en Afghanistan. La Russie, puissance régionale et internationale, y demeure un acteur local majeur.

L'occupation militaire et dix ans de conflit (1979-1989) ont joué un rôle dans la désintégration de l'URSS et causé un traumatisme au sein des sociétés soviétique et afghane. Avec les indépendances des républiques d'Asie centrale, l'influence russe connut un certain déclin accentué par la chute du régime de Mohammed Najibullah en 1992, la guerre civile et la prise de pouvoir par les Talibans en 1996.

Un enjeu sécuritaire et stratégique pour la Russie

Souhaitant conserver son influence en Asie centrale et soucieuse de la montée du fondamentalisme islamique dans la région, la Russie s'impliqua dans la guerre civile tadjike de 1992 à 1997 aux côtés des forces néo-communistes, sans perdre de vue la situation politique de l'Afghanistan. Concernée par la montée du terrorisme fondamentaliste islamique -le réseau Haqqani, déjà actif dans la lutte contre l'occupant soviétique, compte des combattants tchétchènes, tadjiks et ouzbeks (ces derniers servent aussi en Afghanistan dans le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, fondé en 1997)[1]– et souhaitant lutter contre le trafic d'héroïne et d'opium, la Russie apporta son soutien à partir de 1998 à l'Alliance du Nord (le Front Islamique de Salut National), opposé aux Talibans et regroupant des chefs de guerre ou anciens moudjahidines comme le commandant Massoud.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les relations russo-américaines évoluèrent vers une coopération dans la guerre contre le terrorisme : le rôle régional de la Russie en fut renforcé et les forces états-uniennes et de l'OTAN purent stationner leurs troupes en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizstan. Cette nouvelle relation impulsée à l'origine par Moscou fut « *plus affaire de conjoncture que de convergence réelle* »[2] et se trouva limitée par les intérêts géopolitiques respectifs de ces pays.

L'influence régionale de la Russie a pourtant grandi, renforcée par son partenariat stratégique avec l'Inde et l'Iran, deux pays très impliqués en Afghanistan et qui veulent limiter l'influence du Pakistan, de la Chine et des États-Unis dans la région. Déjà très présente au Tadjikistan, en 2006 l'Inde a pu ouvrir - avec l'aide de la Russie- une base aérienne à Farkhor près de la frontière afghane, où stationnent désormais des Mig 29 indiens[3]. Se projetant sur le long terme, la Russie, pragmatique, participe au *Northern Distribution Network*[4] qui permet à l'OTAN de faire transiter par son territoire l'essentiel du matériel non-offensif destiné aux Forces de coalition de l'OTAN en Afghanistan (ISAF). Moscou, souhaitant établir des relations stables entre l'OTAN et l'Organisation du traité de sécurité collective, a proposé début 2012 la création d'une plateforme de transit à Oulianovsk pour le rapatriement de troupes ou cargos de l'ISAF.

Hélicoptères Mi-17 V5

Fin mai 2011, un contrat portant sur la livraison par la compagnie d'armement russe Rosoboronexport de 21 hélicoptères de transport Mi-17 V5 à l'Afghanistan fut signé avec les États-Unis : cette livraison initiale d'un montant de 367,5 millions de dollars a cependant été retardée par les sénateurs américains qui ont ainsi protesté contre le soutien militaire russe à la Syrie.

La Russie est réfractaire à l'idée d'impliquer à nouveau ses troupes sur le théâtre afghan et préfère défendre ses intérêts régionaux par le maintien de relations solides avec le gouvernement Karzaï, les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale ainsi qu'avec les minorités tadjikes, turkmènes ou ouzbèkes vivant en Afghanistan. Elle reste cependant capable d'intervenir militairement et de manière ponctuelle. Lors de la chute du régime taliban en 2001, elle déploya deux régiments aéroportés et plus d'une dizaine d'avions cargos à Kaboul pour sécuriser la réinstallation de sa représentation diplomatique et mener des opérations de reconstruction ou à caractère humanitaire. En octobre 2010, la Russie intervint dans la province de Nangarhar au cours d'une opération antidrogue conjointe avec les forces américaines, qui permit la saisie de stocks d'opium et d'héroïne pour une valeur de 250 millions de dollars. Cette intervention a provoqué la colère d'Hamid Karzaï et porté atteinte aux relations russo-afghanes, aboutissant à tracer certaines lignes rouges dans les relations bilatérales. Depuis, la Russie ne privilégie l'option militaire qu'en dernier recours.

Un enjeu économique et énergétique

L'Afghanistan joue également un rôle économique et énergétique crucial pour la Russie car il représente une réserve de ressources naturelles (hydrocarbures, fer, cuivre, or et lithium) et un débouché pour les exportations énergétiques russes ainsi que vers les marchés asiatiques. La Russie subit la concurrence de la Chine, en particulier dans le secteur minier, comme l'illustra son recalage lors de l'attribution de concessions sur les mines de cuivre d'Ainak. La compétition dans la course aux ressources naturelles afghanes est un facteur d'instabilité supplémentaire.

La création d'un poste d'envoyé spécial de l'administration présidentielle russe en charge des relations

russo-afghanes, attribué à Zamir Kaboulov, illustre l'intérêt renouvelé de la Russie. En dépit des risques et incertitudes inhérents au contexte afghan, Moscou tente de se projeter dans une logique de moyen et long termes, comme le montre sa volonté de participer au gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde). L'intérêt de Gazprom pour ce projet a été très bien accueilli par les gouvernements pakistanais et afghan. Pour Kaboul, TAPI permettra d'accéder à une source d'énergie peu onéreuse et de développer son système économique et industriel tout en diversifiant ses soutiens diplomatiques.

La compagnie russe Inter RAO UES investit, quant à elle, dans le projet CASA-1000 consistant à fournir, depuis le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, de l'électricité à l'Afghanistan et au Pakistan. La Chambre de commerce et d'industrie de Russie héberge de son côté un *Business Council* russo-afghan et un centre d'affaires afghan a été fondé à Moscou en 2009. La Russie s'intéresse aussi au développement du réseau ferroviaire afghan et ce sujet a été discuté lors de la visite d'Hamid Karzai à Moscou en janvier 2011[5]. Dans ce secteur, la présence russe est indirectement assurée par le biais d'autres anciennes républiques soviétiques comme l'Ouzbékistan, dont la compagnie de chemins de fer a pu étendre son réseau jusqu'à Mazar-i-Sharif et en a obtenu un droit d'exploitation temporaire.

Comme ailleurs, la projection commerciale russe est aussi assurée par des émigrés. Mazar-i-Charif compte une forte communauté d'hommes d'affaires russo-israéliens munis de passeports russes ou kazakhs et devant s'acquitter de nombreux bakchichs auprès des forces de l'ordre pour cacher leur appartenance à l'État hébreu. Présents dans la province de Balkh depuis la fin des années 1990, ces hommes d'affaires ont créé des sociétés mixtes à capital kazakh ou ouzbek œuvrant dans l'industrie agro-alimentaire ou l'importation de technologies israéliennes[6].

Une présence durable ?

Pour la Russie, le pire des scénarios serait que le retrait de l'ISAF débouche sur une guerre civile et une prise de pouvoir des Talibans, un scénario familier pour l'Afghanistan depuis 30 ans. Une telle éventualité menacerait l'influence russe en Asie centrale, la stabilité de la région et pourrait accroître l'afflux d'héroïne vers la Russie.

Le Kremlin ne ménage pas ses efforts pour consolider ses relations avec le gouvernement Karzaï et soutient ainsi la candidature afghane à l'adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), afin notamment d'y limiter l'influence de la Chine. Pour consolider sa présence, Moscou peut compter sur des réseaux d'influence politiques ou économiques constitués lors de l'occupation soviétique ou lorsque la Russie soutenait l'Alliance du Nord à la fin des années 1990. Les minorités ouzbèkes, turkmènes ou tadjikes d'Afghanistan jouent un grand rôle dans ces relations, tout comme la diaspora afghane et certaines tribus pachtounes ayant soutenu le PDPA (le parti communiste afghan) et le régime prosoviétique par le passé.

S'élevant à 15 000 membres sous la période soviétique, la communauté russe d'Afghanistan ne comptait plus que 1 500 âmes au début des années 1990 et l'effectif actuel serait de quelques centaines de personnes[7]. Malgré ce déclin, la Russie dispose à Kaboul d'une représentation diplomatique comparable à celle des autres grands pays: sur un total de 31 fonctionnaires, 6 sont employés par le service consulaire et 5 sont des attachés militaires. Elle dispose aussi d'un consulat à Mazar-i-Charif et l'actuel ambassadeur, S. E. Andreï Avetisyan, qui parle le pachto et le dari, a déjà servi dans le service diplomatique soviétique à Kaboul entre 1984 et 1992.

Malgré un certain déclin, la russophonie reste un important vecteur d'influence russe en Afghanistan. Elle repose principalement sur certaines catégories de la population et générations qui ont connu l'expérience communiste afghane (étudiants, militaires, médecins, techniciens, etc.). L'Afghanistan est encore un *leader* (du moins en Asie) par le nombre de personnes qui parlent russe (100 000 en 2009) ou l'étudient -200 étudiants à l'université de Kaboul, et 300 autres dans des établissements d'enseignement supérieur en Russie-. La culture russe semble moins activement représentée que celle de ses concurrentes francophone ou anglophone, mais elle s'est enrichie avec la création, en 2004, d'un musée ethnographique à Herat et la tenue, en 2007, d'une conférence sur les études russes en Afghanistan.

À long terme, la Russie ne dispose que de deux options pour maintenir sa présence en Afghanistan : « *Essayer de reconstruire l'Alliance du Nord afin de contenir l'expansion des Talibans (…) menant ainsi à la création d'une zone tampon dans le nord de l'Afghanistan* » ou « *soutenir les efforts du gouvernement afghan visant à obtenir un accord politique, qui peut mener à un retour des Talibans, auquel cas la Russie devra trouver un accord temporaire avec ces derniers* »[8]. Bien que les relations russo-pakistanaises se soient réchauffées suite au rapprochement indo-américain, il est fort probable qu'après le départ de l'OTAN, la Russie continuera de soutenir, comme ce fut le cas par le passé et plus récemment avec l'Inde et l'Iran, un régime politique fortement dominé par les minorités tadjikes, ouzbèkes et turkmènes plutôt qu'un régime consacrant le retour des Talibans, majoritairement pachtounes, et de leurs protecteurs pakistanais.

Notes :
[1] Antonio Giustozzi, *Decoding the New Taliban – Insights from the Afghan field*, Londres: Hurst and Companion, 2009.
[2] Vassily Klimentov, «Russie-Afghanistan-États-Unis: un jeu à trois depuis 2001»: www.diploweb.com/Russie-Afghanistan-Etats-Unis-un.html.
[3] L'Inde dispose aussi de la base aérienne d'Ayni près de Douchanbe; voir Jean Paul Burdy, «Des voisins qui contribuent à l'instabilité régionale: Pakistan–Inde–Iran», pp.39-40, *in* Pierre Micheletti, *Afghanistan – Gagner les cœurs et les esprits*, Presses Universitaires de Grenoble/RFI, 2011.
[4] Voir à ce sujet Félix de Montéty, «Le retrait d'Afghanistan, entre logistique militaire et défis post-soviétiques», *Regard sur l'Est*, 1er mai 2012, www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1312&PHPSESSID=c0cec8cf78caafeffe8af1518c5bcea4.
[5] Dmitry Verkhoturov, «Bargain over troop withdrawal from Afghanistan», Afghanistan.ru, 20 février 2012.
[6] Mikhaïl Falkov, « Les Israéliens 'russes' en Afghanistan » (en russe), 15 mai 2008, http://izrus.co.il/dvuhstoronka/article/2008-05-15/664.html.
[7] Alexander Naumov, «The Russian diaspora in Afghanistan», *Russkyi Mir*, 05 juillet 2009, www.russkyimir.ru/russkyimir/en/publications/articles/article0126.
[8] Monika Pawar, «Russia's Afghan Strategy: What are its interests?», *Eurasia Review*, 28 décembre 2011, www.eurasiarevew.com/28122011-russia%E2%80%99s-afghan-strategy-what-are-its-interests-analysis/.

* Gilles-Emmanuel JACQUET enseigne à l'*University of Management, Economics and Finance* (Genève) et au *Dunya Institute of Higher Education* (Kaboul).

Vignette : L'ambassade de Russie à Kaboul, boulevard Darul-Aman.

© G.E. Jacquet, 2012

Photo 2 : hélicoptères de transport Mi-17 V5. Photo libre de droits (domaine public).

Retour en haut de page

date créée
15/06/2012
Champs de Méta
Auteur-article : Gilles-Emmanuel JACQUET*